



CONFÉDÉRATION NATIONALE DU TRAVAIL

Communiqué de presse

Solidarité avec la Jeune Garde antifasciste !

Ce jeudi 12 juin 2025, le ministre de l'intérieur, Bruno Retailleau, a confirmé la dissolution en conseil des Ministres de la Jeune Garde Antifasciste, suite à une procédure lancée contre le collectif antifasciste le 26 avril dernier. Dans une période particulièrement alarmante, où les idées d'extrême droite gagnent du terrain, le ministre choisit de cibler des organisations en première ligne face au fascisme et au racisme.

Depuis plus de 7 ans, la Jeune Garde Antifasciste lutte pour faire reculer l'extrême droite. Avec un militantisme acharné sur le terrain, la mise en place d'une pratique d'autodéfense pour répondre aux violences fascistes bien trop nombreuses, mais aussi des campagnes unitaires au sein du collectif « Fermons les Locaux Fascistes » à Lyon, dont la Jeune Garde est membre depuis ses débuts en 2018, et qui ont permis la fermeture de locaux d'extrême droite.

Nous ne pouvons que condamner cette nouvelle attaque dirigée contre un mouvement antifasciste et dénoncer une nouvelle tentative d'intimidation qui reflète le glissement opéré par les gouvernements successifs, vers une forme d'autoritarisme acquis aux idées les plus réactionnaires. Rappelons que cette nouvelle volonté de dissolution s'inscrit dans le contexte d'une utilisation de plus en plus systématique par le pouvoir de cette procédure juridique de censure et de répression. Dans le même temps celle-ci vise aussi des groupes de supporters Ultra de football identifiés comme progressistes, populaires et antiracistes, comme les Green Angels de l'ASSE (alors que des groupes racistes et néo-nazi s'affichent toujours ouvertement dans les tribunes de l'OL...) ou des collectifs de solidarité internationale comme Urgence Palestine. Incontestablement, dans cette sombre période, Retailleau veut donner des gages à l'extrême droite. Il cherche à dissoudre les forces progressistes et dans le même temps autorise un défilé néo-nazi en plein Paris le 9 mai dernier et réprime ensuite à Grenoble des enseignants qui dénoncent par une banderole cette complaisance avec l'extrême droite.

Nous ne pouvons qu'apporter toute notre solidarité aux organisations de notre camp social victimes de tentative de dissolution et appeler à la vigilance et à la riposte face aux idées d'extrême droite et à la répression étatique.

Un coup contre l'un d'entre nous est un coup contre tous !

Confédération Nationale du Travail

33 rue des Vignoles 75020 PARIS

Bureau Confédéral CNT - Maison des syndicats

18 Avenue de Sierre - 07200 AUBENAS - tél : 07 83 86 04 87 - mël : cnt@cnt-f.org